



The African Women's
Development and
Communication Network

Une solidarité indomptable: les féministes africaines s'unissent

Édition « Résultats » : Résultats par domaine
stratégique : solidarité féministe, le pouvoir et la voix



2025
RAPPORT ANNUEL

Sommaire

• Un message de la Directrice Exécutive	2
• Message de la présidente du conseil d'administration	3
• Abréviations	4
• Vision et Mission	5
• Le contexte dans lequel nous nous sommes organisés	5
• 2025 en bref	6
• Résultat 1 : Solidarité féministe	7
• Un mouvement de femmes africaines dynamique, résilient et diversifié, qui promeut efficacement les droits des femmes.	
• Résultat 2 : Pouvoir	11
• Politiques, processus et résultats en matière de droits des femmes, marqués par la féminisation et la politisation.	
• Résultat 3 : Voix	14
• Renforcement des capacités des femmes, des filles, des femmes en situation de handicap et des personnes non conformes aux normes de genre, ainsi que de leurs organisations.	
• Récits d'impact	18
• « Désormais, ils nous écoutent » : des femmes en situation de handicap se réapproprient la gouvernance locale en Ouganda.	
• S'élever ensemble : le parcours d'un pair-aidant vers le leadership.	
• SHE LEADS: De la participation au leadership.	

Un message de la Directrice générale



Chères sœurs, amies, adhérentes, partenaires et alliées, L'année 2025 a mis à rude épreuve le mouvement féministe africain. L'espace civique n'a cessé de se rétrécir. Les financements destinés aux organisations de femmes de base n'ont cessé de diminuer. La dette, l'inflation et les chocs climatiques ont continué de frapper le plus durement les femmes et les filles qui portaient déjà le plus lourd fardeau. Et pourtant, dans toutes les régions de ce continent, les féministes se sont organisées, non pas en dépit de ces contraintes, mais avec une lucidité que celles-ci n'ont fait que renforcer. Ce rapport rend compte des résultats obtenus grâce à ce travail d'organisation. Cette année, nous avons choisi de présenter les choses différemment.

Plutôt que de nous contenter d'énumérer ce que FEMNET et nos membres ont accompli en 2025, nous avons cherché à montrer ce qui a changé grâce à ces actions, à l'aune des trois résultats dont nous nous portons garantes : un mouvement féministe suffisamment fort et résilient pour survivre à n'importe quel cycle de financement ou à n'importe quel revers politique ; des politiques féminisées et politisées qui intègrent notre analyse dans le texte des déclarations, des projets de loi et des budgets ; et une voix renforcée pour les femmes, les filles, les femmes en situation de handicap et les personnes non conformes au genre, qui constituent la raison d'être de ce mouvement.

Tout ce que nous avons accompli en 2025, c'est grâce à nos plus de 800 organisations et personnes membres réparties dans 46 pays, qui continuent de se mobiliser, de débattre, de s'organiser et de refuser de céder. C'est grâce à nos partenaires qui financent non seulement des projets, mais aussi des mouvements, et qui nous font confiance pour vous dire en toute honnêteté ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné. Et c'est grâce aux féministes africaines, en particulier les plus jeunes d'entre nous, qui continuent de revendiquer leur place dans des espaces où nous n'étions pas censées être.

Le contexte qui nous attend en 2026 ne sera pas plus facile. La contre-offensive anti-droits est coordonnée et dispose de moyens importants ; la nôtre doit l'être aussi. Nous abordons cette nouvelle année en étant reconnaissantes de ce que ce mouvement a construit ensemble en 2025, en sachant clairement ce qu'il reste à construire, et avec une solidarité aussi inébranlable que jamais.

Dans la solidarité entre sœurs
Memory Zonde-Kachambwa
Directrice exécutive, FEMNET

Message de la Présidente du conseil d'administration



Pour nous, la solidarité indomptable n'est pas un concept abstrait, c'est quelque chose que nous mettons en pratique ensemble, surtout lorsque le monde nous semble pesant et que les chances ne sont pas de notre côté. En tant que présidente du conseil d'administration de FEMNET, je suis heureuse de vous présenter notre rapport annuel 2025, intitulé « Solidarité indomptable : les féministes africaines s'unissent ». Ce rapport est à votre image : celle de nos membres, partenaires, alliés et sympathisants qui ont fait du féminisme un engagement concret, et pas seulement une conviction.

En 2025, nous avons continué à renforcer un mouvement dynamique, résilient et ancré dans les valeurs féministes. Nous nous sommes concentrées sur ce qui dure : renforcer

la confiance par l'apprentissage et le soutien entre pairs, cultiver un leadership capable de maintenir une vision même sous pression, et créer des espaces où les femmes et les féministes ne se contentent pas de participer, mais prennent les rênes.

Nous avons également réaffirmé que la solidarité doit être inclusive et sincère. Lorsque les femmes en situation de handicap, les personnes non conformes au genre et les jeunes femmes en particulier sont encouragées à s'exprimer et à agir, notre action collective gagne en force, en clarté et en justice. Le pouvoir féministe se renforce lorsque chaque voix est valorisée et protégée. À nos membres et partenaires : merci de vous être mobilisés à nos côtés avec une confiance inébranlable. À nos donateurs et parties prenantes : merci de croire en la construction d'un mouvement. Et à notre secrétariat et à nos équipes : merci de traduire nos priorités communes en actions avec bienveillance, intégrité et engagement.

En tant que Conseil d'administration, notre responsabilité est de préserver la raison d'être de FEMNET, afin que ce foyer pour les féministes africaines reste responsable, pérenne et fidèle à l'esprit de solidarité qui nous guide. Nous vous invitons à lire ce rapport avec fierté et avec la détermination renouvelée de continuer à avancer – ensemble, comme toujours.

En toute solidarité,
Carole Osero-Ageng'o
Présidente du conseil d'administration de FEMNET

Abréviations

AFMA: African Feminist Macroeconomics Academy
AGYW: Adolescent Girls and Young Women
APWLD: Asia Pacific Forum on Women, Law and Development
ART: Antiretroviral Therapy
ASHWA: Advocates for Sustainable Health and Wealth in Africa
AU: African Union
AWDF: African Women's Development Fund
BMZ: Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development)
CAN Africa: Climate Action Network Africa
CESR: Center for Economic and Social Rights
COP30: 30th Conference of the Parties (UN Climate Change Conference)
CSO: Civil Society Organization
CSW / CSW69: Commission on the Status of Women / Sixty-Ninth Session of the Commission on the Status of Women
ECPAT: End Child Prostitution and Trafficking
EU: European Union
EVAWG: Ending Violence Against Women and Girls
FfD4: Fourth International Conference on Financing for Development
FGM: Female Genital Mutilation
FLLoCA: Financing Locally Led Climate Action
GYW: Girls and Young Women
HIV / AIDS: Human Immunodeficiency Virus / Acquired Immunodeficiency Syndrome
ICPD+30: 30th Anniversary of the International Conference on Population and Development
IDIWA: Integrated Disabled Women Activities
ILO: International Labour Organization
IWRAW Asia Pacific: International Women's Rights Action Watch Asia Pacific
OCA: Organisational Capacity Assessment
SRHR: Sexual and Reproductive Health and Rights
UN: United Nations
USAID: United States Agency for International Development
USD: United States Dollar
WOKIKE: Womankind Kenya

VISION ET MISSION

VISION



Que les femmes et les filles africaines puissent s'épanouir dans la dignité et le bien-être, à l'abri de l'oppression et des injustices patriarcales et néolibérales.

MISSION



Mobiliser les femmes africaines pour parvenir à l'égalité entre les sexes et faire respecter les droits des femmes et des filles à tous les niveaux.

LE CONTEXTE DANS LEQUEL NOUS NOUS SOMMES ORGANISÉS

L'année 2025 a été marquée par un rétrécissement de l'espace civique et une urgence croissante. L'espace civique a continué de se restreindre à travers le continent : le rapport 2025 de CIVICUS a révélé que 44 des 50 pays africains entravaient, réprimaient ou fermaient cet espace, les manifestants étant confrontés à la force et les journalistes ainsi que les défenseurs des droits de l'homme étant placés en détention. Le poids de la dette, l'inflation et la lenteur de la reprise ont aggravé les inégalités entre les sexes, touchant plus durement les femmes dans l'agriculture et l'économie informelle, tandis que la violence de genre et les féminicides continuaient d'augmenter. À l'échelle mondiale, le recul en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, ainsi que les coupes budgétaires drastiques imposées aux organisations de femmes de base, ont mis en danger tant les vies que les moyens de subsistance.

Dans ce contexte, les mouvements féministes de base et menés par les jeunes n'ont pas reculé : ils se sont organisés, en utilisant des outils numériques, des partenariats interrégionaux et la mobilisation communautaire pour maintenir la pression sur la gouvernance climatique, la justice de genre et l'allocation des ressources publiques. Le présent rapport s'articule autour des trois résultats que ces mobilisations visaient à atteindre : un mouvement féministe plus fort et plus résilient (« Solidarité féministe ») ; des processus et des résultats politiques féminisés et politisés (« Pouvoir ») ; et le renforcement des capacités des femmes, des filles, des femmes en situation de handicap et des personnes non conformes au genre à diriger et à défendre leurs propres intérêts (« Voix »).

2025 EN BREF



**Des membres et des
partenaires répartis dans 46
pays**



**Produits de connaissance
élaborés**



**Espaces de plaidoyer
mobilisés**



Partenariats stratégiques

3,512



**Personnes ayant bénéficié
d'un renforcement direct de
leurs capacités**

3.500



**Le score OCA est en hausse
par rapport à 3,125**

RÉSULTAT 1 – SOLIDARITÉ FÉMINISTE



Les participants à la réunion de la Coalition d'action pour la justice économique et les droits, à Nairobi (Kenya), élaborent des stratégies collectives pour un avenir plus juste et plus équitable.

Un mouvement de femmes africaines dynamique, résilient et diversifié, qui défend efficacement les droits des femmes

En 2025, le mouvement FEMNET a gagné en pérennité. Partout sur le continent, des rencontres ponctuelles ont donné naissance à des structures permanentes qui continueront à mener des actions bien après la fin des ateliers.

Qu'est-ce qui a changé ?

- Le nombre de membres a dépassé les 800 organisations et particuliers répartis dans 46 pays africains. Lors de la 9e Conférence de programmation et Assemblée générale à Nairobi, 129 dirigeantes féministes venues de toute l'Afrique et de la diaspora ont élu un nouveau Conseil d'administration chargé de diriger FEMNET pour la période 2025-2028, présidé par Carole Osero-Ageng'o.
- Au Sénégal, des organisations dirigées par des femmes ont formé la nouvelle Alliance des OSC de femmes sénégalaises, une plateforme permanente dédiée à l'engagement en faveur de la justice climatique tout au long de la période électorale. Au Mali, le camp « She Leads Inspire » a directement conduit à la création du réseau national « She Leads », doté de son propre plan d'action pour la pérennité.
- 60 % des organisations participant au programme « We Lead » (qui visait à renforcer le leadership, les capacités et le plaidoyer collectif des jeunes femmes détentrices de droits afin qu'elles puissent revendiquer leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs (SRHR)) se sont engagées à intégrer ses approches dans leurs propres stratégies institutionnelles.
- Grâce aux subventions secondaires de l'Académie africaine de macroéconomie féministe (AFMA), six anciennes participantes de l'AFMA, originaires d'Ouganda, du Nigeria, du Kenya, de Zambie et de Tanzanie, ont transformé leur formation en dialogues communautaires permanents et en actions d'organisation féministe à l'échelle nationale.

- « Africa Disrupt CSW », une initiative décentralisée et organisée en Afrique, alternative aux travaux officiels de la Commission de la condition de la femme (CSW) à New York, a levé les obstacles financiers et logistiques qui excluent les femmes africaines des espaces décisionnels mondiaux, tout en contribuant directement à la rédaction du document de position commune africaine sur l'examen de Pékin+30.
- Une évaluation indépendante des capacités organisationnelles a révélé que le score de FEMNET était passé de 3,125 à 3,50 (sur une échelle de 5), ce qui témoigne du renforcement du Secrétariat qui est le pilier de ce mouvement.

Nos nouveaux membres en 2025

Région	Pays représentés	Membres
Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique	Kenya, Ouganda, Éthiopie, Tanzanie, Rwanda, Somalie, Soudan du Sud	168
Afrique de l'Ouest	Mali, Libéria, Gambie, Sénégal, Nigeria, Bénin, Sierra Leone, Togo	74
Afrique australe	Angola, Botswana, Eswatini, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Zambie, Zimbabwe	56
Afrique centrale	Cameroun, République centrafricaine, Tchad, RDC	28
Afrique du Nord	Égypte, Maroc, Tunisie, Algérie	12
Diaspora	États-Unis	3

Mobiliser le mouvement

Solidarité, pouvoir et avenir : 9e Conférence de programmation et Assemblée générale. Organisée les 21 et 22 juin 2025 à Nairobi sur le thème « Solidarité, pouvoir et avenir », la conférence a offert à 129 dirigeantes féministes, membres, partenaires et alliés un espace dédié à la réflexion et à l'élaboration d'une stratégie collective, à un moment où les acquis féministes sont confrontés à une riposte coordonnée contre les droits, à un rétrécissement de l'espace civique et à un creusement des inégalités économiques. Cinq consultations régionales ont rassemblé 431 participants supplémentaires issus de 42 pays avant le rassemblement principal.



Le nouveau conseil d'administration de FEMNET, réuni lors de la conférence PC&GA à Nairobi (Kenya) : façonner un nouveau chapitre audacieux pour le leadership féministe à travers l'Afrique.

Africa Disrupt CSW 69. Conscients que les dates de la CSW à New York constituent de réels obstacles financiers et logistiques pour les participantes africaines, les membres de FEMNET ont fondé Africa Disrupt CSW en 2020, une initiative alternative décentralisée et tournante, organisée chaque année dans une région africaine différente. En 2024/25, cet événement a réuni plus de 3 100 femmes et jeunes filles issues de 46 pays autour de l'examen de Pékin+30, permettant ainsi l'élaboration conjointe des déclarations de position des OSC africaines et de la jeunesse africaine présentées lors du segment d'experts africain pré-CSW et du segment ministériel réunissant 42 États membres – un engagement qui a façonné le libellé du document de position commune africain.



Les participants se réunissent à Gaborone, au Botswana, pour l'événement Africa Disrupt CSW69, afin de porter haut des voix féministes audacieuses et de façonner l'agenda africain en faveur de la justice de genre.

Les partenariats stratégiques qui soutiennent le mouvement

42 partenariats dynamiques ont été noués entre des organisations de défense des droits des femmes, des mouvements menés par des jeunes, des médias et des organismes intergouvernementaux, renforçant ainsi l'influence de FEMNET grâce à des relations multilatérales avec ONU Femmes et l'Union africaine. Ces partenariats – généreusement soutenus par l'Union européenne, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, ONU Femmes, Co-Impact, le BMZ, l'AWDF, la Fondation Aga Khan, Hewlett, Christian Aid, la Direction du développement et de la coopération (DDC) et Plan International – ont permis de toucher directement 3 512 personnes, allant de représentants de la société civile à des jeunes filles et jeunes femmes, en passant par des journalistes, des femmes dirigeantes et des membres du personnel, grâce à un travail de renforcement des capacités et de plaidoyer mené en 2025.

Un Secrétariat plus résilient

FEMNET a maintenu un secrétariat composé de 39 collaborateurs répartis entre la mise en œuvre des programmes, le plaidoyer, la communication, les partenariats et les opérations, et a renforcé une culture de la réflexion grâce à des réunions d'évaluation mensuelles, un processus de réflexion en milieu d'année et une retraite de fin d'année. L'évaluation de suivi des capacités organisationnelles menée dans le cadre du projet de la Fondation Aga Khan et d'Affaires mondiales Canada a confirmé les progrès institutionnels qui en ont résulté, le score global de FEMNET passant de 3,125 à 3,500.



Les participants au premier atelier sur le leadership féministe à Johannesburg, en Afrique du Sud, renforcent leur pouvoir collectif, développent un leadership audacieux et élaborent une vision commune du changement.

RÉSULTAT 2 — PUISSANCE



Des femmes à la tête du changement, bâtisseuses d'avenir. Les participantes immortalisent un moment de connexion et de force collective lors de la rencontre « Women in Leadership in Law » à Nairobi, au Kenya.

Politiques, processus et résultats en matière de droits des femmes, sous l'angle de la féminisation et de la politisation

Mesures politiques dotées d'une force juridique ou réglementaire

- Les actions de plaidoyer menées par notre partenaire Mouvement des femmes et des jeunes des zones rurales d'Ubuntu ont contribué à faire adopter par l'Afrique du Sud l'interdiction du terbufos à l'horizon 2025.
- En Ouganda, des femmes en situation de handicap, organisées au sein de notre partenaire IDIWA, ont établi un lien entre les conflits fonciers dans les zones de culture de la canne à sucre et l'augmentation des grossesses chez les adolescentes, et ont obtenu du président du district de Kamuli l'engagement public de mettre en place une ordonnance réglementaire.
- L'engagement de FEMNET lors de la 69e session de la Commission de la condition de la femme (CSW69) a contribué à l'inclusion, dans la déclaration politique qui en a résulté, de dispositions relatives aux systèmes de soins (s'inspirant du cadre des 5R de l'OIT) et à la reconnaissance des formes de violence croisées, en ligne et hors ligne.
- FEMNET a obtenu une nomination au conseil d'administration du Réseau d'action pour le climat (CAN) Afrique, un point d'entrée structurel dans la gouvernance régionale en matière de climat.
- FEMNET a soutenu la contribution du Kenya au nouveau processus du Plan d'action pour l'égalité des genres et a contribué au Plan d'action national sur le genre et le changement climatique. L'engagement de l'organisation membre WOKIKE a alimenté le projet de loi sur le changement climatique du comté de Garissa ainsi qu'un nouveau mécanisme de règlement des griefs inclusif en matière de genre dans le cadre du programme « Financer les actions en faveur du climat menées au niveau local » (FLLoCA).

Façonner le bilan de « Pékin + 30 »

L'engagement actif de FEMNET lors de la soixante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme (du 10 au 21 mars 2025) a contribué à l'élaboration de la déclaration politique qui en a résulté, notamment en ce qui concerne l'intégration de termes relatifs aux systèmes de soins et la reconnaissance des formes multiples et croisées de violence, tant en ligne que hors ligne. Le 13 mars 2025, FEMNET a organisé un événement parallèle intitulé « Pékin+30 : une analyse macroéconomique féministe panafricaine », qui a réuni 63 participantes et donné lieu au lancement d'un recueil, Une analyse macroéconomique féministe panafricaine de la Plateforme d'action et de la Déclaration de Pékin. Rédigé en collaboration par 12 anciennes participantes à l'AFMA, cet ouvrage examine les 12 domaines d'action prioritaires de la Plateforme d'action de Pékin sous l'angle d'une analyse macroéconomique féministe panafricaine.

Financement du développement : une position féministe unifiée

FEMNET a codirigé la coordination du Forum féministe organisé en amont de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) à Séville – un espace politique réunissant plus de 250 féministes, militantes et chercheuses qui a contribué à obtenir l'adhésion de plus de 300 organisations de défense des droits des femmes à la Déclaration féministe. FEMNET a ensuite coordonné le plaidoyer féministe au cours de huit sessions thématiques de la FfD4, mettant en avant les perspectives africaines sur la justice en matière de dette, les soins, la fiscalité et les droits économiques.



Justice climatique et processus continentiels

FEMNET a co-élaboré la prise de position africaine féministe sur la transition juste lors du Forum africain féministe sur la transition juste, qu'elle a organisé en marge du deuxième Sommet africain sur le climat, et a fait valoir les priorités féministes en matière de climat dans la Déclaration d'Addis-Abeba et au sein du groupe de pression « Femmes et genre en Afrique ». Lors de la 16e édition de l'Alternative Mining Indaba, FEMNET a plaidé en faveur de la formalisation de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle, ainsi que d'une protection renforcée des femmes dans le secteur extractif.



Dettes, prise en charge et réparations

Dans le cadre de la campagne « Le genre, c'est ma priorité », FEMNET a contribué à l'élaboration d'une déclaration politique et d'une prise de position sur les réparations, qui ont alimenté les processus de l'Union africaine. Aux côtés de partenaires tels qu'Akina Mama wa Afrika, le CESR, Christian Aid, l'IWRAW Asie-Pacifique, ActionAid International et l'Institut d'études du développement, FEMNET a défendu des positions féministes panafricaines sur la justice en matière de dette, les réparations climatiques et les économies centrées sur les soins lors de la Conférence africaine sur la dette et le développement, au Conseil des droits de l'homme et au Forum politique de haut niveau. L'initiative « Déployer à grande échelle les innovations en matière de soins en Afrique » a renforcé la communauté de pratique africaine sur les soins et a plaidé en faveur d'un accroissement des investissements publics dans les systèmes de soins et de la reconnaissance du travail de soins non rémunéré.

RÉSULTAT 3 : LA VOIX



Les participants à la COP féministe de Maputo, au Mozambique, descendent dans la rue pour une simulation percutante de manifestation pacifique, transformant leurs voix collectives en un appel à la justice climatique et à l'action.

Renforcement des capacités des femmes, des filles, des femmes en situation de handicap et des personnes non conformes au genre, ainsi que de leurs organisations

Les chiffres relatifs à la formation ne reflètent que la partie « input » de cette histoire. Le résultat, c'est ce que les gens ont fait ensuite : les postes de direction qu'ils ont occupés, les déclarations qu'ils ont faites, les services qui ont continué à fonctionner parce que quelqu'un avait la confiance et le prestige nécessaires pour continuer à être présent.

Qu'est-ce qui a changé ?

- 85 % de nos membres ayant suivi une formation sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles (EVAWG) ont déclaré avoir davantage confiance en leur capacité à utiliser les mécanismes de responsabilisation de l'Union africaine (UA) après la formation ; en Ouganda, des femmes en situation de handicap qui n'avaient jamais pris la parole auparavant lors d'une conférence budgétaire de district ont ensuite négocié un engagement politique directement avec le président de leur district.
- Une jeune accompagnatrice vivant avec le VIH, soutenue par le programme « We Lead », est passée d'une formation sur la santé et les droits sexuels et reproductifs à un groupe d'épargne, puis à la création d'une petite entreprise, avant d'obtenir un poste rémunéré au sein de son centre de santé local. Lorsque des coupes budgétaires ont entraîné la suppression de son allocation, la fréquentation de la clinique pour les jeunes a chuté, ce qui a été suffisamment évident pour que l'établissement la réintègre.

- Un membre kenyan du « Groupe consultatif des jeunes de l'UE » a prononcé une déclaration orale lors de la 59e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies et a coanimé, aux côtés d'un rapporteur spécial des Nations unies, un événement parallèle de haut niveau sur les droits de l'enfant et l'environnement. Trois jeunes filles et jeunes femmes ayant participé à la Commission de la population et du développement ont ensuite occupé les fonctions de points focaux nationaux de la jeunesse pour les processus « Pékin+30 » et « CIPD+30 ».
- Des membres du « Groupe consultatif des jeunes de l'UE » du Kenya ont rédigé et publié leurs propres réflexions dans le cadre de l'initiative HERSTORY, établissant un lien entre leur expérience vécue et le plaidoyer féministe.

Développer le leadership féministe à grande échelle

L'Académie africaine de leadership féministe a réuni 40 dirigeantes féministes issues de 17 pays afin de renforcer le leadership et le plaidoyer en faveur de l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, tandis que 40 autres militantes issues de 18 pays ont suivi une formation sur les cadres régionaux et continentaux de responsabilisation. L'Académie africaine de macroéconomie féministe a formé 81 féministes et défenseurs de l'égalité des sexes en Afrique de l'Est, de l'Ouest et centrale à la mobilisation des ressources nationales, à la gouvernance des ressources naturelles, à la politique budgétaire et à l'économie des soins ; cette formation a donné lieu à des dialogues communautaires continus et à un engagement politique au Kenya, au Nigeria et en Ouganda.

Façonner les discours publics

L'initiative « Récits africains sur le changement climatique » a porté à 45 le nombre total de journalistes formés au journalisme climatique tenant compte de la dimension de genre depuis 2024, dont trois ont été récompensés pour leurs reportages. FEMNET a également lancé la boîte à outils « Les femmes aux postes de direction dans les médias juridiques » et réuni 134 professionnels du droit et des médias issus de 20 pays afin de promouvoir un journalisme éthique et tenant compte de la dimension de genre concernant les femmes dans le secteur de la justice.



Filles et jeunes femmes : de la participation au leadership

Grâce au programme « She Leads », mis en œuvre en collaboration avec Terre des Hommes, Plan International et ECPAT, des filles et des jeunes femmes qui ne disposaient auparavant d'aucune plateforme dédiée ont pu renforcer leur confiance en elles, leurs compétences en matière de leadership et leurs capacités de plaidoyer. Elles sont ainsi passées d'une situation où elles étaient largement exclues des espaces de prise de décision à celle où elles influencent directement les débats sur l'égalité des sexes, l'autonomie corporelle et la participation civique. Au Mali, 74 filles et jeunes militantes ont rédigé un mémorandum collectif de plaidoyer sur la santé reproductive et le mariage des enfants. Ailleurs, 115 filles et jeunes femmes issues de 37 pays africains et de la diaspora ont acquis des compétences en matière de plaidoyer numérique, et 71 filles et jeunes femmes africaines ont été mises en relation via un cercle d'apprentissage virtuel consacré aux droits des filles, au financement climatique et à la justice en matière de dette, en amont de la COP30.



HISTOIRES QUI ONT FAIT LA DIFFÉRENCE

« Maintenant, on nous écoute » : les femmes en situation de handicap reprennent le contrôle de la gouvernance locale en Ouganda.

Les femmes en situation de handicap du district de Kamuli et de la ville de Jinja, en Ouganda, avaient appris à ne pas attendre grand-chose de la planification et de la budgétisation au niveau du district : les réunions se déroulaient sans elles, et leurs besoins, notamment en matière de santé sexuelle et reproductive, étaient absents des budgets locaux. La situation a commencé à évoluer en juin 2024, lorsque l'organisation « Activités intégrées destinées aux femmes en situation de handicap » (IDIWA), une communauté d'action dirigée par et pour les femmes en situation de handicap, a participé à un atelier sur la budgétisation sensible au genre organisé par FEMNET dans le cadre du programme « We Lead ».

En octobre 2024, l'IDIWA avait relayé cette formation au sein de ses communautés de Kamuli et de Jinja, en formant des jeunes femmes en situation de handicap à comprendre leurs droits et à les faire valoir. À Kamuli, les participantes ont établi un lien entre un problème persistant – les grossesses précoces – et les conflits fonciers autour des zones de culture de la canne à sucre, qui provoquaient le déplacement de familles et aggravaient la détresse économique des jeunes filles. Elles ont alors commencé à se demander ce qu'une ordonnance de district réglementant l'attribution des terres pourrait changer.

Lors de la conférence budgétaire du district de 2024, bon nombre de ces femmes ont pris la parole dans un tel cadre pour la première fois de leur vie. Le président du district a non seulement soutenu leur proposition, mais s'est également engagé publiquement à faire adopter lui-même cette ordonnance, reconnaissant ainsi le lien entre les déplacements liés à la question foncière et les grossesses précoces, un lien que les femmes percevaient depuis longtemps mais qui était ignoré par les dirigeants. L'IDIWA et ses membres se réunissent désormais régulièrement, assurent un suivi direct auprès des dirigeants du district et s'organisent avec l'assurance de personnes qui comprennent le fonctionnement du système.

Nous ne nous sommes pas contentés de réclamer le changement. Nous l'avons mis en œuvre.

— Participante au programme IDIWA, district de Kamuli

« Grandir ensemble » : le parcours d'un accompagnateur par les pairs vers le leadership

Dans le district de Tororo, une jeune femme vivant avec le VIH depuis sa naissance a dû faire face à la stigmatisation et à la pauvreté, et a perdu sa place à l'école après être tombée enceinte à 15 ans et avoir été rejetée par sa famille. En 2022, l'organisation Défenseurs pour une santé et une prospérité durables en Afrique (ASHWA)) l'a identifiée comme l'une des 30 bénéficiaires éligibles à un soutien dans le cadre du programme « We Lead », lui ouvrant ainsi l'accès à une éducation en matière de santé sexuelle et reproductive, à un soutien par les pairs et à une autonomisation économique dont elle n'avait jamais bénéficié auparavant.

Avec ses pairs, elle a créé une association villageoise d'épargne et de crédit en 2023. En mars 2025, elle a emprunté l'équivalent de 43 dollars américains sur l'épargne du groupe pour lancer une petite affaire de frites au bord de la route, qui lui rapporte désormais environ 10 dollars américains par jour – suffisamment pour subvenir à ses besoins et à ceux de son fils. Son ouverture d'esprit concernant sa vie avec le VIH a conduit un membre de l'équipe de santé du village à la recommander comme « jeune adolescente accompagnatrice de pairs » au centre de santé III de Malaba, où elle accompagne désormais quotidiennement entre 10 et 15 jeunes patients.

Lorsque les coupes budgétaires de l'USAID ont contraint le système de santé ougandais à se restructurer et à supprimer les indemnités versées aux pairs-soutiens, son absence s'est immédiatement fait sentir : les jeunes ont cessé de venir renouveler leur traitement antirétroviral, mal à l'aise face à un personnel qu'ils ne connaissaient pas. L'établissement l'a réintégrée de toute urgence, conscient que sa présence contribuait directement à réduire les taux de réinfection et à rétablir la confiance chez les adolescents vivant avec le VIH.

Je me sens forte et je dispose des connaissances qui m'ont permis de prendre des décisions en toute confiance et de manière responsable. Le diagnostic du VIH/sida ne m'a pas empêchée de continuer à aller de l'avant pour réaliser mes rêves.

— Accompagnateur par les pairs, Centre de santé III de Malaba, Ouganda

SHE LEADS : De la participation au leadership

Avant le programme « She Leads », les filles et les jeunes femmes des pays concernés ne disposaient d'aucune plateforme dédiée leur permettant d'exprimer leurs préoccupations, et des pratiques néfastes telles que le mariage précoce et les mutilations génitales féminines (MGF) persistaient sans être véritablement remises en cause. Les initiatives existantes avaient tendance à se concentrer sur les femmes plus âgées, laissant les adolescentes sans espaces sûrs, sans mentorat ni soutien structuré pour développer leurs compétences en matière de leadership. She Leads a comblé ce vide en créant des espaces structurés où les filles ont pu acquérir des connaissances sur le leadership, la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR), l'égalité des genres et la protection contre les abus, ainsi que des opportunités de réseautage grâce au Festival des adolescentes et des jeunes femmes (AGYW), au Sommet africain des jeunes femmes (Sommet Afrique des GYW), à l'AFMA et aux camps de leadership organisés à Accra et à Kumasi. Le changement mesurable réside dans la confiance qui se traduit par des actions concrètes : davantage de jeunes filles, de jeunes femmes et de figures de référence occupent désormais des postes de direction dans les écoles et les communautés ; les grossesses précoces ont diminué grâce à une meilleure rétention scolaire ; et de nouvelles organisations dirigées par des jeunes filles et des jeunes femmes se sont constituées en structures durables pour poursuivre le plaidoyer et le soutien par les pairs.

« She Leads » nous a donné la confiance nécessaire pour nous exprimer, nous organiser et être à l'origine du changement au sein de nos communautés.

— Participante au programme « She Leads »

Remerciements aux donateurs et partenaires

FEMNET exprime sa profonde gratitude à ses donateurs, partenaires, alliés, organisations membres et sympathisants pour leur solidarité inestimable, leur confiance et leur engagement constant en faveur de l'égalité des sexes, des droits des femmes et des mouvements féministes à travers l'Afrique. Votre soutien financier, technique et stratégique a renforcé nos efforts collectifs, amplifié la voix des femmes et des filles dans toute leur diversité et nous a permis de faire progresser des changements transformateurs. Nous apprécions grandement notre partenariat ainsi que la vision commune qui continue de guider notre action pour une Afrique juste, équitable et féministe.

- Union européenne
- Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas
- ONU Femmes
- Co-Impact
- BMZ (Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement)
- AWDF (Fonds africain pour le développement des femmes)
- Fondation Aga Khan
- Affaires mondiales Canada (mentionné dans le cadre de l'évaluation des capacités du Secrétariat)
- Fondation Hewlett
- Christian Aid
- Plan International
- DDC (Direction du développement et de la coopération)

États financiers

DÉPENSES POUR 2025 ET 2024 – CHIFFRES COMPARATIFS EN DOLLARS AMÉRICAINS

ASSETS	2025	2025	2024	2024
	Kshs	USD	Kshs	USD
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles, nettes du cumul des amortissements	162,598,784	1,260,356	59,491,590	460,131
Actifs incorporels	830,091	6,434	1,106,788	8,560
Actif circulant				
Trésorerie et soldes bancaires	1,566,747,150	12,144,376	1,219,861,924	9,434,885
Comptes débiteurs	103,947,009	805,728	67,474,132	521,871
Total de l'actif circulant	1,670,694,159	12,950,104	1,287,336,056	9,956,756

États de la situation financière au 31 décembre 2025 et 2024

	2025	2025	2024	2024
	Kshs	USD	Kshs	USD
Passif à court terme				
Comptes à payer	67,699,121	524,758	49,687,422	384,300
Produits reportés non affectés	267,349,661	2,072,315	244,179,007	1,888,575
Revenus affectés reportés	1,129,998,131	8,758,990	788,160,655	6,095,941
Total des passifs courants	1,465,046,913	11,356,063	1,082,027,084	8,368,816
Actif circulant net	205,647,246	1,594,041	205,308,972	1,587,940
Actif net	369,076,121	2,860,831	265,907,350	2,056,631
Représenté par :				
Programme funds	176,972,311	1,371,770	172,124,627	1,331,278
Réserves de devises étrangères (données retraitées)	192,103,810	1,489,161	93,782,723	725,353
Fonds totaux	369,076,121	2,860,931	265,907,350	2,056,631

ÉTATS DES ACTIVITÉS POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2025 ET 2024

	2025	2025	2024	2024
	KShs	USD	KShs	USD
REVENU				
Revenus de subventions affectées	870,586,491	6,734,610	967,663,897	7,174,020
Revenus de subventions sans affectation spécifique	71,778,073	553,115	92,915,882	686,755
Autres revenus	17,041,175	131,791	4,357,779	32,351
Revenu total	959,405,739	7,419,516	1,064,937,558	7,893,126
EXPENDITURE				
Dépenses du programme	850,895,074	6,580,565	708,465,819	5,258,476
Frais d'établissement	20,472,223	158,326	10,860,044	80,622
Frais d'administration	83,190,758	643,372	291,354,067	2,162,954
Dépenses totales	954,558,055	7,382,263	1,010,679,930	7,502,052
Solde de l'année	4,847,684	37,253	54,257,628	391,074

États financiers

Le bilan de FEMNET fait état, à la clôture de l'exercice 2025, d'un actif net de 369 076 121 KES (2 860 831 USD).

FEMNET a enregistré un chiffre d'affaires de 959 405 739 KES (7 419 516 USD) au cours de l'exercice 2025. L'organisation a continué d'afficher des ratios de dépenses très solides, les dépenses liées aux programmes représentant 89 % du total des dépenses.

Les dépenses et les postes connexes présentés ici correspondent aux activités menées dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie 2020 du FEMNET, conformément à sa mission. Les activités menées au cours de l'année ont tenu compte des opportunités les plus importantes et les plus pertinentes qui se sont présentées pendant la période couverte par le rapport. Le réseau a déployé des efforts inestimables pour évaluer et échanger des idées et des expériences sur les systèmes, les politiques, les bonnes pratiques, la qualité des programmes et les stratégies avec 25 organisations régionales de femmes (ORF), qui ont bénéficié de subventions en sous-traitance en 2025. Les activités de 2025 comprennent le versement de 1 524 820 dollars américains à des co-demandeurs et à des partenaires de mise en œuvre, sous forme de subventions secondaires et/ou à des membres de la coalition, et un nombre plus important d'organisations régionales de femmes (WRO) devrait bénéficier d'un financement en 2026.

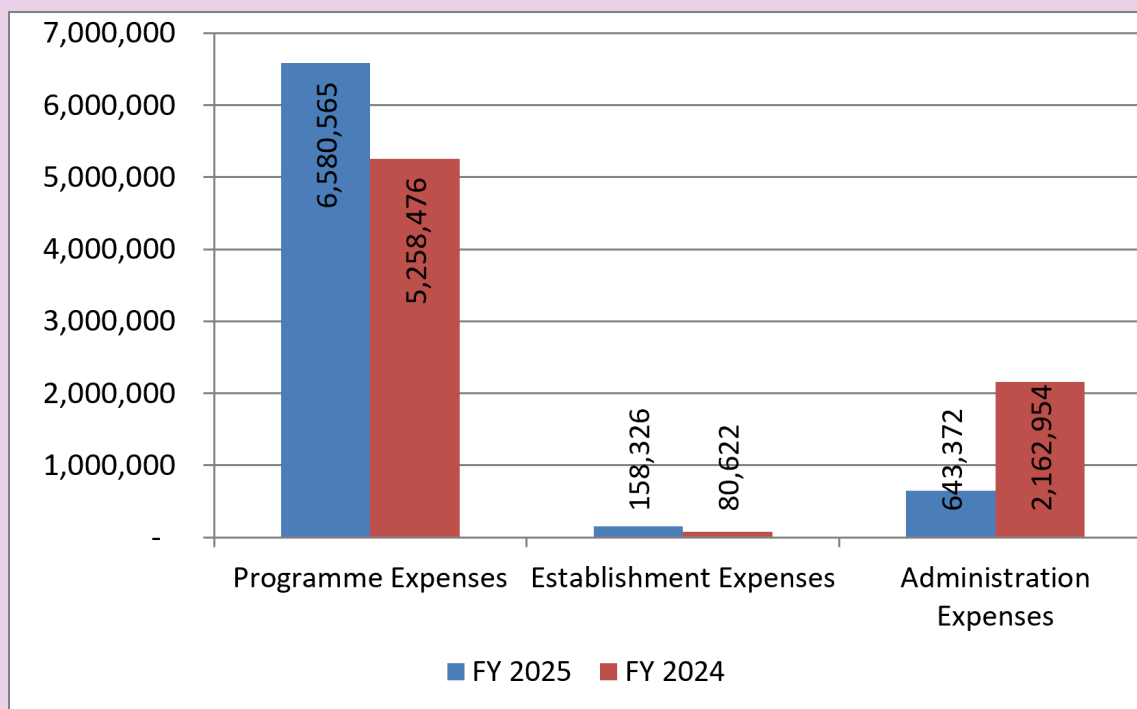
Nous continuons à mener nos activités de manière durable et nous nous efforçons de promouvoir une démarche de développement durable auprès de toutes nos parties prenantes, afin qu'elles tiennent toujours compte des impacts écologiques, économiques et sociaux de notre travail.

Les actifs comprennent un terrain de 2 acres situé dans la périphérie de Nairobi, comptabilisé à son coût d'acquisition (2012), dont la valeur estimée par les administrateurs au 31 décembre 2024 s'élève à 42 millions de KES (325 918 USD), contre un prix d'achat initial de 10 millions de KES (97 276 USD).

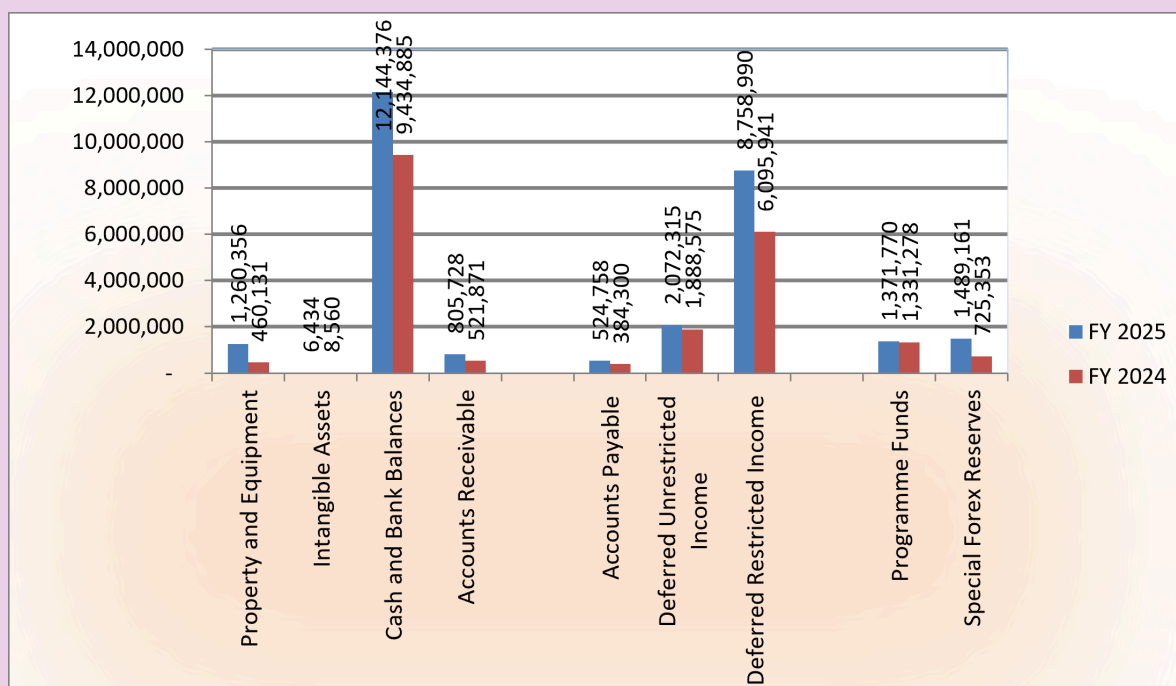
* Les états financiers sont établis en shillings kényans (KES), qui constituent la devise de référence. À des fins de présentation, les soldes de l'exercice en cours ont été convertis en dollars américains (USD) au taux en vigueur à la fin de l'exercice, soit 1 USD = 129,01 KES pour les postes du bilan, au taux au comptant pour les subventions reçues au cours de l'exercice et au taux moyen annuel de 1 USD = 129,30 KES pour les autres postes du compte de résultat.

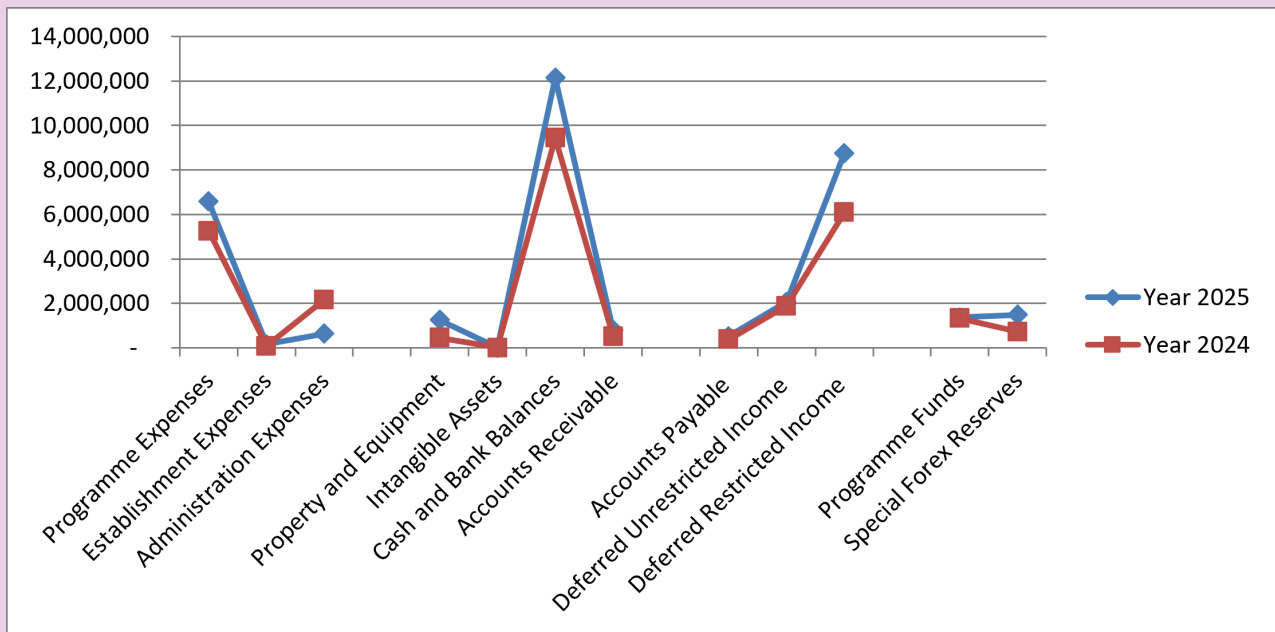
Les rapports financiers publiés sont des extraits des états financiers et rapports audités. Les états financiers de FEMNET ont fait l'objet d'un audit indépendant réalisé par le cabinet d'audit BDO East Africa Kenya et ont reçu une opinion d'audit sans réserve quant à leur présentation fidèle, conformément aux normes internationales d'audit (ISA).

DÉPENSES POUR 2025 ET 2024 – CHIFFRES COMPARATIFS EN DOLLARS AMÉRICAINS



ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2025 ET 2024







Nos contacts

African Women's Development and Communication Network (FEMNET)
À côté de Forest Plaza, près de Kolobot Road, Parklands
P.O. Box 54562 - 00200;
Nairobi, KENYA
Tel: +254 20 2712971/2; Cell: + (254)725 766932 Fax: +254 20 2712974

www.femnet.org



**The African Women's
Development and
Communication Network**